

Mesdames, Messieurs,

Le Comité Départemental d'Action Laïque souhaite vous alerter sur la situation devenue critique de l'école publique : le manque de moyens humains, en particulier l'absence de remplaçants, les conditions d'accueil des élèves à besoins particuliers et les inquiétudes grandissantes liées aux mesures de carte scolaire annoncées.

Aujourd'hui les absences non remplacées désorganisent les apprentissages des élèves répartis dans les autres classes déjà chargées : les enfants sont parfois renvoyés chez eux, ce qui accentue les inégalités.

De plus les écoles accueillent, conformément au principe de l'école inclusive, des élèves à besoins particuliers.

Ce principe fondamental, que nous partageons pleinement, ne peut cependant être effectif sans moyens adaptés et suffisants :

- des élèves présentant des troubles du comportement importants sont accueillis sans accompagnement suffisant et adapté.
- des situations de mise en danger sont régulièrement signalées, tant pour les élèves concernés que pour les autres enfants.
- des épisodes de violence physique et verbale touchent les enseignants, les ATSEMS ou AESH
- un climat de peur et d'insécurité s'installe dans certaines classes, au détriment du bien-être de tous.

Ces situations ne sont pas marginales : elles se multiplient et épuisent les équipes éducatives pourtant pleinement engagées.

Certaines équipes, se retrouvent sans solution malgré des alertes répétées avec un sentiment d'abandon institutionnel.

Une école où la sécurité n'est pas garantie

Une école où l'on ne peut plus enseigner sereinement

Une école où les personnels s'épuisent,

Ce n'est pas l'école de la République que nous devons défendre

Le CDAL défend un service d'éducation de qualité, doté de moyens nécessaires pour répondre aux besoins des élèves et soutenir le personnel.

L'Éducation Nationale doit profiter de la baisse démographique pour diminuer les effectifs par classe au lieu de supprimer les classes. Elle doit également revoir sa copie quant aux dotations de l'enseignement privé sur notre territoire. Car, nous assistons à un début de disparition à plus ou moins long terme de l'École Publique Laïque au profit de l'école privée confessionnelle.

Le CDAL refuse que faute de moyens, l'école devienne en tension permanente au détriment de tous.

Car sans moyens, sans soutien et sans réponse, ce que nous laissons s'installer aujourd'hui c'est une dégradation silencieuse mais profonde du service public d'éducation auquel nous sommes très attachés.